

même très délicat dans nos villes. Sa source provient en grande partie des déchets urbains, notamment les déchets plastiques. Figurez-vous qu'aujourd'hui, mille milliards de sacs plastiques sont utilisés chaque année dans le monde entier, soit deux millions par minute. Ces emballages mettent entre 100 et 500 ans à se dégrader dans l'environnement. Leur production, de même que leur élimination par incinération, émettent des gaz à effet de serre responsables du changement climatique. Selon certains experts en environnement, les sacs plastiques tueraient plus d'espèces sous-marines que le réchauffement climatique.

De fait, la mesure d'interdiction des sacs plastiques aura certes des incidences à court terme sur le budget du FPPSU par la réduction des recettes de la taxe, mais ce manque à gagner se résorbera à travers la protection de l'écosystème (sols, eaux, etc.); la réduction de l'encombrement des caniveaux et autres infrastructures de drainage et d'assainissement (obstruction des caniveaux et conduits d'évacuation des eaux usées qui dégagent des odeurs fétides); la réduction de la pollu-

tion des villes occasionnée par la dispersion des sachets sur les voies publiques, et enfin l'adoption de comportements éco-citoyens de la part des populations par l'utilisation d'emballages biodégradables (cabas, sacs en papier...) qui ont un impact environnemental moins considérable que celui des sachets plastiques.

Sur l'année 2014, quel est le bilan de vos activités ? Et quelles sont vos priorités sur 2015 ?
Les activités de l'année 2014 peuvent se résumer en deux grands points : la recherche de financement et l'appui aux collectivités. En ce qui concerne la recherche de financement, plusieurs stratégies ont été utilisées et se sont avérées payantes. Ainsi, nous avons pu négocier des avances de trésorerie avec des banques commerciales en Côte d'Ivoire, et signer des conventions de financement et d'octroi de matériel sur 3 ans qui ont abouti à l'obtention de camions de ramassage d'ordures de la part de la Communauté des communes de Cadours, agglomération française. De nouvelles conventions sont en cours de finalisation et devraient nous permettre de

recevoir d'autres financements en 2015. Pour ce qui est de l'appui aux collectivités, toutes les communes (191) ont été dotées en matériels de pré-collecte et de collecte grâce au programme spécial d'appui aux collectivités. Les priorités pour 2015 se résument à l'optimisation des ressources pour le financement de la filière des déchets de la recherche de financements et au renforcement des capacités des collectivités : octroi de matériel lourd et financement des équipements de salubrité urbaine.

*Propos recueillis par
Anne-Sophie Lallemand*

BIOEXPRESS

Gildas Simy, 39 ans, marié et père de quatre enfants, est un cadre supérieur au solide profil d'économiste à qui a été confiée depuis mars 2013 la tête du Fonds de financement des programmes de salubrité urbaine (FPPSU).

Son parcours académique est éloquent. En 1999, il décroche un diplôme d'ingénieur des travaux statistiques à l'École Nationale Supérieure de Statistique et d'Économie Appliquée d'Abidjan (ENSEA). Il intègre le milieu professionnel en 2000 par le Ministère de l'Économie et des Finances comme responsable du service statistique à la Direction de la Scolarité, puis à la Direction Générale des Impôts (DGI) en 2001. Il enchaine sur des études de 3^e cycle en management à l'Institut d'Administration des Entreprises (IAE) de l'Université Paris I-Panthéon-Sorbonne (France) sanctionnées par un diplôme en 2003, puis sur la préparation du diplôme du Centre d'Études Financières, Économiques et Bancaires (CEFEB) de Marseille (France) décroché en 2004. Il complète cet impressionnant bagage par une maîtrise en économie publique de l'UFR de Sciences économiques et de Gestion d'Abidjan en 2006, et, cerise sur le gâteau, par un diplôme du cycle supérieur de l'École Nationale d'Administration (ENA) en 2009.

Cela ne l'empêche nullement de mener parallèlement une activité professionnelle à la DGI durant plus d'une décennie. Il a gravité les échelons dans les services de Recette et d'Assiette, de 2001 à 2010, avant d'être nommé de 2011 à 2013 chef de service de la planification et de la stratégie à la Direction de la planification, des études et des statistiques fiscales (DPESF) de la DGI.

Et ce n'est pas tout : depuis 2005, il se consacre également à la transmission de son savoir comme enseignant vacataire, consultant et formateur dans diverses institutions (UCLM, ENSEA) et notamment, depuis janvier 2012, au cabinet d'études Global Challenge Corporation (GCC-CI) à Abidjan.

